

Réunification : interrogations sur le sondage IFOP

publié par OUEST-France le 8 mars 2009

Ce sondage appelle d'emblée plusieurs questions ou observations. En voici quelques-unes :

❶ Que sont devenus les « sans opinion » ?

Au fil des précédents sondages, la proportion des « sans opinion » a eu tendance à décroître, au profit du groupe « favorable à la réunification ».

Mais un sondage de cette nature, il y a néanmoins toujours des « sans opinion », et leur proportion est un des éléments importants d'analyse des résultats. Or, s'il est douteux que l'IFOP ait omis cette possibilité dans son questionnaire, la présentation d'O.-F. n'en dit rien. C'est gênant.

Écartons l'hypothèse de la malhonnêteté qui aurait consisté à compter les « sans opinion » comme favorables au statu quo. Reste que les enquêteurs peuvent, selon les instructions reçues, prendre les « sans opinion » comme tels ou les inviter à se prononcer sur un « plutôt/plutôt pas » dont la motivation peut être infinitésimale. Plusieurs des sondages antérieurs faisaient assez logiquement apparaître distinctement ces « plutôt » ou « plutôt pas ». Ici, toute nuance a disparu. C'est aussi gênant.

❷ Les questions ont-elles toujours été posées dans le même ordre ?

Ce point est important : les professionnels sérieux savent que l'ordre des questions influe sur le résultat, en général dans un sens favorable à la première option énoncée. Les enquêteurs ont donc normalement pour consigne de faire « tourner » les options de manières à ce que, globalement, leur ordre n'ait pas d'influence sur les résultats du sondage (*info Ronan Divard*).

En a-t-il été de même ici ? La réponse est d'autant plus importante que la première option proposée est ...celle du statu quo.

❸ Les réponses préjugent-elles de ce que seraient les résultats d'un référendum ?

Plus ou moins seulement : la réponse dépend notamment de celle apportée aux questions précédentes. Les indécis et les indifférents fournissent en effet le gros des bataillons abstentionnistes et des réponses influençables par la présentation des questions.

Un référendum implique *normalement* par ailleurs un temps suffisant d'information et de débat équilibré, au cours duquel les indécis et les indifférents voient leur nombre diminuer, et les choix devenir plus clairs pour les électeurs. Nous sommes aujourd'hui dans un cas de figure complètement a-démocratique pour ne pas dire anti-démocratique : les sondés sont invités à se prononcer après près de **cinquante ans de propagande** unilatérale en faveur du découpage actuel, insidieusement mais efficacement renforcée par la présentation quotidienne dans ce cadre de l'actualité régionale. Dans le meilleur des cas, OUEST-France mesure les

effets d'une politique de débrettonnisation à laquelle il prête la main avec constance depuis les années soixante.

④ **Que sait-on des motivations des sondés ?**

Rien, et c'est dommage.

Un sondage TMO, contesté lui aussi mais pas sur ce point, avait questionné les sondés sur les motivations de leur choix. Les réponses valaient leur pesant de clarté, si l'on peut dire. En gros, les premières motivations des personnes favorables à la réunification était d'ordre économique, culturel, historique, politique (image et poids). Les principales motivations des personnes défavorables à cette réunification étaient de l'ordre de « On ne voit pas la nécessité de changer ».

.Alors le complément « motivation » est lui aussi, sur un tel sujet, indispensable à l'analyse des résultats. C'est un domaine susceptible d'évoluer fortement au cours d'une campagne *honnête* de type référendaire.

A suivre, sans doute...